



Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

Section des Bouches du Rhône

Communiqué de presse

Le 1^{er} février 2012

A la Direction Générale des Finances Publiques :24591 suppressions d'emplois depuis 2002 en France

Lancée par Nicolas Sarkozy, la révision générale des politiques publiques (RGPP) consiste à réduire la dépense publique en supprimant de nombreux postes de fonctionnaires. Cette vision purement comptable et dogmatique de l'emploi public conduit à ne pas remplacer 1 poste sur 2 de fonctionnaires partant à la retraite. Pour la DGFIP, première direction d'un ministère qui se doit d'être exemplaire pour le gouvernement, cela se traduit en réalité par le non remplacement de 2 départs à la retraite sur 3.

Le département des Bouches du Rhône frappé par les suppressions d'emplois

Les vagues de suppressions d'emplois depuis 2007 se sont ajoutées aux précédentes. Et elles se poursuivent à un rythme inquiétant 2438 suppressions de postes sont prévues en 2012. Au niveau national entre 2002 et 2012 : 17,40 % postes auront été supprimés soit 24 591 emplois.

Pour notre département c'est 62 emplois nets qui seront supprimés en 2012.

Depuis 2010 date de la création de la DRFiP dans le département c'est 190 emplois nets qui ont disparu, ce qui équivaldrait à supprimer les Centres des Finances Publiques des villes d'AUBAGNE, de LA CIOTAT et de MARIGNANE !!!

L'impact néfaste des suppressions d'emplois pour les usagers et les agents

Ces suppressions d'emplois ont un coût social et économique négatif. L'économie budgétaire est marginale (entre 200 et 500 millions d'euros d'euros pour 30 000 postes suppressions de fonctionnaires sur un déficit de près de 100 milliards d'euros). Les suppressions d'emplois sont autant de jeunes et de chômeurs non embauchés, elles entraînent également une réduction de la place et de la présence du service public, au détriment des usagers et des économies locales. Celles-ci sont particulièrement touchées par les suppressions de trésoreries de proximité : 1 000 trésoreries ont été supprimées en France ces 10 dernières années.

Dans le département des Bouches du Rhône, 5 trésoreries ont été supprimées depuis 2007.

De plus, toujours pour faire face aux diminutions drastiques des effectifs, 7 trésoreries ont été regroupées en 3.

Ces suppressions d'emplois ont également une traduction concrète particulièrement néfaste : alors que la charge de travail augmente et que les contribuables sont toujours plus nombreux à l'accueil (où les délais d'attente augmentent), la qualité du service public souffre et les conditions d'exercice des missions et de travail des agents se dégradent. Pour des missions de qualité socialement et budgétairement utiles il faut redonner plus de moyens matériels, budgétaires et humains aux services.

A L'OCCASION DE LA JOURNEE NATIONALE INTERSYNDICALE D'ACTION DU 2 FEVRIER, LES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES SONT APPELES A CESSER LE TRAVAIL ET A SE RASSEMBLER DEVANT LES LOCAUX DU DELEGUE AUPRES DU DIRECTEUR GENERAL DES FINANCES PUBLIQUES 5/7 AV. GENERAL LECLERC (FACE A LA GARE ST CHARLES)